



Rapport annuel 2011

Forêts et changement climatique : la participation multi-acteurs au centre des enjeux



UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE - BUREAU DU CAMEROUN



UICN - BUREAU DU CAMEROUN

RAPPORT ANNUEL 2011



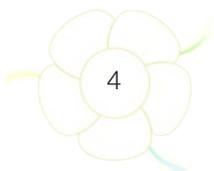
Forêts et
changement
climatique : la
participation multi-
acteurs au centre
des enjeux

Edité par

Rémi JIAGHO,
Chantal WANDJA,
Belmond DJOMO.

Liste des auteurs

USONGO Leonard	<i>Chef de Programme Cameroun</i>
JIAGHO Rémi	<i>Chargé de Programme Cameroun</i>
Kenneth ANGU ANGU	<i>Coordonnateur Régional CARPE</i>
EYEBE Antoine Justin	<i>Point Focal CARPE Cameroun</i>
JEPANG Camille	<i>Chargée de Programme Eau et Zones Humides</i>
ENDAMANA Dominique	<i>Chargé de programme au Programme Régional Forêt</i>
AKWAH Georges	<i>Coordonnateur du Projet REDD</i>
BILA Stanislas	<i>Assistant Technique CARPE Cameroun</i>
WANDJA Chantal	<i>Assistante Technique et à la Communication - Programme Cameroun</i>
Thomas BACHA	<i>Coordonnateur de projet PPI</i>
MOUZONG Eva Paule	<i>Chef de Station de la Radio Environnement</i>
MOUSSA Aïcha	<i>Assistante Technique - Projet Pastoralisme</i>
DJANDJIO Zita	<i>Responsable Bibliothèque – Programme Cameroun</i>
Albertine TCHOULACK	<i>Directrice du CAFER</i>
KEMAJOU Jonas	<i>Directeur de l'OPED</i>
NGOUFO Roger	<i>Directeur du CEW</i>
DJOMO Belmond	<i>Consultant TIC - Programme Cameroun</i>
RANDRIANARISON Mino	<i>Consultant REDD</i>



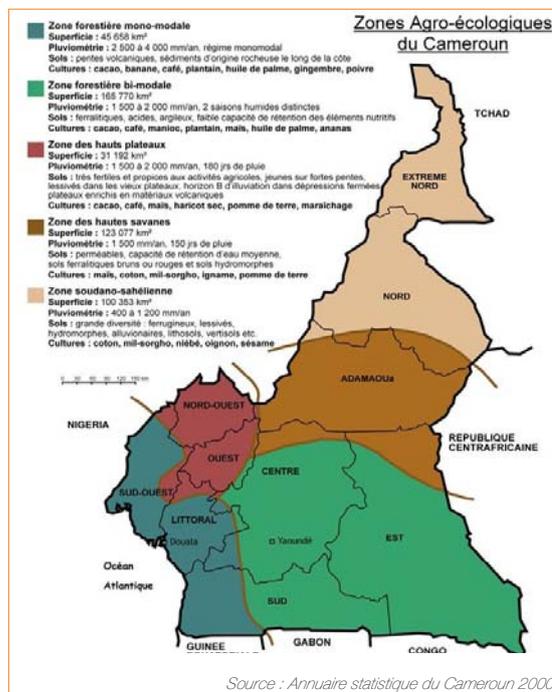
Clin d'œil sur le Cameroun

Ecosystèmes forestiers : Avec plus de 26 millions d'ha de forêts, le Cameroun occupe le troisième rang en Afrique en terme de superficie du couvert forestier. Cette forêt renferme 300 espèces commercialisables et contribue à 6% du PIB du pays.

Aires protégées et faune : Couvrant une superficie totale de 19% du territoire national, les aires protégées contribuent à la protection de la biodiversité du Cameroun. Cette superficie est en perpétuelle évolution, l'objectif étant d'atteindre un taux de couverture de 30% du territoire national.

Ressources en eau et zones humides : Les zones humides du Cameroun sont constituées entre autres des plans d'eau continentale comprenant essentiellement les fleuves, les plaines d'inondation et des marais, des lacs naturels et des retenues avec une production potentielle d'environ 200 000 tonnes de poissons par an. Les zones humides ne sont pas bien connues au Cameroun, mais le pays a ratifié la convention de Ramsar le 13 janvier 2006.

Ressources minières : Le sous-sol camerounais recèle d'importantes ressources minières peu exploitées pour l'instant. Plusieurs minerais ont été découverts dans tout le pays. L'exploitation de fer de Mbalam, dans le Sud par CAMIRON, va devenir l'une des plus grandes exploitations minières opérationnelles dans les prochaines années. Il est prévu des investissements de grande envergure, parmi lesquels un chemin de fer qui va traverser plusieurs sites de conservation au Sud du Cameroun.



Secteur agro-pastoral : Les activités agricoles et agropastorales de type traditionnel occupent 90% des surfaces cultivées et constituent le premier secteur de l'économie nationale pour sa contribution au PIB.

Ecosystèmes marins et côtiers : La zone côtière du Cameroun abrite une variété des ressources naturelles (vivantes et non vivantes). La flore et la faune de mangroves sont constituées de plusieurs familles, genres et espèces dont certaines sont surexploitées par une population de plus en plus croissante. Le Cameroun est parmi les très rares pays au monde ayant des mangroves couvrant une superficie de plus de 400 000 ha, soit 30% des 402 km de côte.

Ecosystèmes des zones arides et semi - arides : La zone septentrionale est riche en biodiversité. Elle abrite des aires protégées et la plupart des zones de chasse du pays. Elle sert de zone de migration de la faune, y compris des oiseaux, et de transhumance pour le bétail. Sa proximité avec le Nigéria et le Tchad en fait une zone d'immigration exposée à des conflits frontaliers.

Ecosystèmes des montagnes : Les écosystèmes des montagnes dans les Hauts plateaux de l'Ouest et du Nord-Ouest bénéficient de conditions climatiques hydrologiques et pédologiques relativement favorables. Or, l'effet combiné de la géomorphologie et d'une très forte pression démographique induit une forte saturation foncière marquée par une dégradation importante de ses ressources naturelles, en particulier des sols et du couvert végétal.

Quelques menaces sur la biodiversité

Les défis de la gestion de la biodiversité et de l'environnement au Cameroun résident dans la capacité à trouver des solutions idoines et durables face aux menaces directes et indirectes à la biodiversité et aux services écosystémiques qui sont entre autres : la modification et dégradation des habitats, la dégradation des formations forestières, la dégradation des ressources en eau et des zones humides, la perte de biodiversité des zones côtières et marines, la désertification, le changement climatique, la mauvaise gouvernance, la pauvreté, l'insuffisance des capacités des institutions et la croissance démographique.

LE SECTEUR FORESTIER CAMEROUNAIS EN CHIFFRE

- 19,091 millions d'ha de forêts denses et humides
- 1,292 millions d'ha de forêt claire et sèche dense
- 11,901 millions d'ha de savanes boisées et/ou arborées
- Taux de déforestation des forêts denses : 0,03%
- Taux de dégradation des forêts denses : 0,07%
- Contribution du secteur forestier au PIB : 6%
- Nombre d'emplois directs générés par le secteur forestier : 13 000

Source : EDF 2010

Liste des abreviations

ALPICAM	Alpi Pietro et Fils Cameroun	GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ACDI	Agence Canadienne de Développement International	GREG–Forêt	Groupe de Réflexion sur la Gouvernance Forestière
AEO–3	Africa Environment Outlook – Troisième édition	GPS	Global Positioning System
AGRIDAPE	Revue de l'agriculture durable à faibles apports externes	ha	hectare
ANAFOR	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	ICRAF	World Agroforestry Centre
APA	Accès aux ressources génétiques et le Partage des Avantages	IIED	International Institute for Environment and Development
APV–FLEGT	Accord de Partenariat Volontaire - Forest Law Enforcement, Governance and Trade	INC	Institut National de Cartographie
BRAC	Bureau Régional pour l'Afrique Centrale	LLS	Livelihoods and Landscape Strategy
BRAO	Bureau Régional pour l'Afrique Occidentale	METT	Management Effectiveness Tracking Tool
CAFER	Centre d'Appui aux Femmes Et aux Ruraux	MIKE	Monitoring the Illegal Killing of Elephants
CAFT	Coalition to Abolish the Fur Trade	MINEP	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
Cam Eco	Cameroon Ecology	MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
CAMAMF	Campo-Ma'an Model Forest	MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
CARPE	Programme Régional sur l'Environnement en Afrique Centrale	ONG	Organisation Non Gouvernementale
CDI	Centre de Documentation et d'Information	OPED	Organisation pour l'Environnement et le Développement Durable
CED	Centre pour l'Environnement et le Développement	OSC	Organisation de la Société Civile
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale	PA	Population Autochtone
CEFDHAC/PSFE	Conférence sur les Ecosystèmes de Forêts Denses et Humides d'Afrique Centrale/ Programme Sectoriel Forêt Environnement	PACEBCo	Programme d'Appui à la Conservation des Ecosystèmes du Bassin du Congo
CEW	Cameroon Environmental Watch	PACO	Programme Afrique Centrale et Occidentale
CIFOR	Centre International de recherche sur les Forêts	PAPACO	Programme Aires Protégées d'Afrique du Centre et de l'Ouest
CIPCRE	Cercle International pour la Promotion et la Création	PDOB	Projet de Développement de l'Ouest Bénoué
COMIFAC	Commission des Forêts d'Afrique Centrale	PFBC	Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
CTFC	Centre Technique de la Forêt Communale	PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
CTPE	Comité Tri National de Planification et d'Exécution	PIB	Produit Intérieur Brut
CTSA	Comité Technique de supervision et Arbitrage	PNUÉ	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CWCS	Cameroon Wildlife Conservation Society	PPI	Programme de Petites Initiatives
DANIDA	Danish International Development Agency	PPTÉ	Pays Pauvre Très Endetté
ECOVOX	Magazine de l'écologie et du développement durable	PROFOR	Program on Forests
FAO	Food and Agriculture Organization	PROMOTE	Salon international de l'Entreprise
FEAC	Femme active de Nziou	PSFE	Programme Sectoriel Forêt Environnement
FFBC	Fond pour les Forêts du Bassin du Congo	R–PP	Readiness Preparation Proposal
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial	RAPAC	Réseau des Aires Protégées d'Afrique Centrale
FIPAC2	Forum International sur les Peuples autochtones d'Afrique Centrale, 2ième édition	RCA	République Centrafricaine
FOMOD	FORêt MOdèle du Dja	RDC	République Démocratique du Congo
FPP	Forest People Programme	RE	Radio Environnement
FTNS	Fondation pour le Tri-national de la Sangha	REDD+	Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation
		REFACOF	Réseau Femmes Africaines pour la gestion Communautaire des Forêts

REFADD	Réseau Femmes Africaines pour le Développement Durable
RFA	Redevance Forestière Annuelle
ROSE	Réseau des Organisations non gouvernementales locales du Sud-Est Cameroun
RRI	Rights and Resources Initiative
SEFAC	Société d'Exploitation Forestière et Agricole du Cameroun
SEP	Suivi Evaluation Participatif
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
SPORE	Magazine du développement agricole et rural des pays ACP
SRAFM	Secrétariat du Réseau Africain des Forêt Modèles
TNS	Tri-National de la Sangha
TRAFFIC	The Wildlife Trade Monitoring Network
TRIDOM	Trinational Dja-Odzala-Minkebe
UAM	Université Autonome de Madrid
UE	Union Européenne
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UJC	Université James Cook
WCS	Wildlife Conservation Society
WWF	World Wildlife Fund
WWF-CARPO	World Wildlife Fund - Central Africa Regional Programme Office
ZICs	Zones d'Intérêt Cynégétique

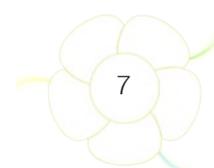
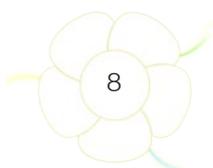


Table des matières

Liste des auteurs	4
Clin d'œil sur le Cameroun	5
Liste des abreviations	6
Avant propos / Foreword	9
Perspectives	10
Le Programme Cameroun se renforce	11
I. Ecosystèmes forestiers : pour une meilleure gestion des paysages et prise en compte des populations vulnérables	12
CARPE : Plaidoyer pour la conservation à l'échelle du paysage dans le Bassin du Congo	12
Groupe Sangha : un exemple de synergie et partenariat autour du Suivi-Evaluation Participatif du paysage forestier du Tri National de la Sangha	12
Suivi-Evaluation Participatif dans les Forêts Modèles du Cameroun : l'UICN partage son expérience.....	13
CEFDHAC : vers une meilleure structuration du Forum National du Cameroun	14
L'UICN renforce la participation des peuples autochtones au FIPAC 2	15
II. Droit, Politique et Gouvernance	17
L'UICN appui les femmes camerounaises à élaborer la stratégie d'intégration du genre dans le processus REDD en cours	17
Rapport sur l'environnement en Afrique, 3ième édition (AEO-3) : l'UICN apporte un appui à son élaboration	18
III. Aires protégées : concilier la conservation de la biodiversité au développement	19
Evaluation de l'efficacité de gestion des Parcs Nationaux de la zone septentrionale (Waza, Benoué, Bouba Ndjida, Faro) : 4 fiches MIET disponibles	19
Le Programme de Petites Initiatives du FFEM de nouveau en Afrique de l'Ouest et Centrale	20
Espace TRIDOM : quels défis face aux enjeux de développement des pays ?	21
Mise en place d'un dispositif de suivi socio-économique dans le Tri National de la Sangha (TNS)	22
IV. Changement climatique et Désertification	23
Dynamiques autour de la REDD+ et des changements climatiques : les apports de l'UICN au Cameroun.....	23
Le Projet « Elevage comme moyen de subsistance » sur le terrain	24
Atténuation du changement climatique : un projet de reforestation participative en tant que contribution du Conseil urbain de Doumé.....	24
V. Membres, partenariat et réseautage	26
Installation officielle du Comité National des membres UICN du Cameroun et élaboration d'un Plan d'Action Conjoint membres – secrétariat	26
CAFER : s'investir dans la survie des aires protégées dans la plaine Tikar	27
CEW : partenariat avec le Programme CARPE-UICN pour la Conservation du massif forestier Dibang – Ngog Mapubi	27
OPED : les fumoirs améliorés pour une durabilité de la gestion des mangroves à Kribi au Cameroun	28
OPED : la crevetticulture comme moyen de subsistance et de développement économique pour les femmes de Kribi au Cameroun	28
V. Communication Environnementale	30
Radio Environnement au cœur du Pavillon forêt lors du Salon International des Entreprises (PROMOTE).....	30
RE : production et diffusion des émissions sur l'environnement et les forêts	30
L'UICN communique sur le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux	31
Comice Agropastoral d'Ebolowa : l'UICN a honoré ce rendez-vous de sa présence.....	31
Un Centre de Documentation et d'Information (CDI) de plus en plus outillé et mobile	31
Publications	32
Donateurs et partenaires	33



Avant propos / Foreword

L'année 2011 a été marquée par des avancées significatives du processus REDD du Cameroun. En effet, avec l'appui des autres partenaires et du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), l'IUCN participe activement à la phase préparatoire du processus d'élaboration de la Stratégie Nationale REDD. Ceci a été concrétisé par l'organisation d'un atelier national de lancement de l'élaboration du R-PP. On note également un renforcement de la collaboration entre l'IUCN et le Gouvernement camerounais, membre de l'IUCN, qui s'est traduit non seulement par des actions d'accompagnement dans le processus REDD, mais aussi par la signature de la convention de collaboration du projet MINFOF-IUCN-PPTE et l'installation officielle du Comité National des membres.

Au niveau sous régional, l'un des événements majeurs aura été l'organisation de la 2^{ème} édition du Forum International des peuples autochtones d'Afrique Centrale (FIPAC 2) et du Sommet des 3 bassins forestiers tropicaux du monde, respectivement en mars et juin 2011 au Congo. Des avancées majeures ont également été observées concernant l'opérationnalisation du Programme PACEBCO. Ceci s'est traduit par la signature des accords de mise en œuvre des projets dans les paysages ciblés par le programme, et au niveau du processus CEFDHAC ; le Comité de Pilotage Sous Régional a désigné l'IUCN comme agence de facilitation à titre provisoire, jusqu'au la tenue du prochain Forum Sous Régional à Kigali au Rwanda.

Au niveau programmatique, l'année a été marquée par :

- Une évaluation interne du Plan d'action stratégique du Programme Cameroun, qui a permis de faire le point et de recadrer les priorités d'intervention du Programme pour la période 2011 – 2012 ;
- Un renforcement de la collaboration avec les membres, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action conjoint ;
- Un renforcement des activités de communication par **(i)** la production et la diffusion de divers outils (rapport annuel 2010, dépliants divers, calendriers, etc.), **(ii)** une présence plus accrue dans les grands événements à travers l'animation de stands d'exposition et **(iii)** un partenariat renforcé entre Radio Environnement et les partenaires et projets pour la production et diffusion des émissions environnementales à ses antennes et à celles des Radios communautaires.
- Le Renforcement de la collaboration avec les programmes thématiques de l'IUCN, matérialisé par **(i)** l'évaluation de l'efficacité de gestion des aires protégées du Nord Cameroun et la collaboration avec le Programme des Petites Initiatives (avec le Programme Aires Protégées du PACO), **(ii)** la mise

The year 2011 witnessed significant progress in the REDD process in Cameroon. In fact, with the support of other partners and the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development (MINEPDED), IUCN is actively involved in the preparatory phase of the process of formulating the National Strategy on REDD. This has been done through the organization of a national workshop to launch the formulation of PP-R. There has also been a strengthening of collaboration between IUCN and the Government of Cameroon, an IUCN member, which is reflected not only by actions of support in the REDD process, but also by the signing of the cooperation agreement for the MINFOF-IUCN-HIPC Project and the official installation of the National Committee of members.

At sub-regional level, one of the major events has been the organization of the second edition of the International Forum of Indigenous Peoples of Central Africa (FIPAC 2) and the Summit of the world's three tropical forest basins, in March and June 2011 in Congo. Significant progress has also been observed in the functioning of the PACEBCO Programme. This has been concretized with the signing of or the execution of projects in landscapes targeted by the Programme and the CEFDHAC process; the Sub Regional Steering Committee has designated IUCN as provisional facilitating agency until the holding of the next Sub Regional Forum in Kigali, Rwanda.

At programmatic level, the year witnessed:

- *An internal assessment of the Strategic Action Plan of the Cameroon Programme, which took stock and refocused intervention priorities of the Programme for the period 2011 – 2012;*
- *Enhanced collaboration with members, including the development and execution of a joint action plan;*
- *Intensification of communication activities through **(i)** the production and dissemination of various tools (2010 Annual Report, various brochures, calendars, etc.), **(ii)** an increased presence in major events through animation of exhibition stands, and **(iii)** a stronger partnership between Radio Environnement and partners and projects for the production and broadcast of environmental programmes in its studios and those of community radios.*
- *Strengthened collaboration with thematic programmes of IUCN, concretized by **(i)** assessing management effectiveness of protected areas in northern Cameroon and collaborating with the Small Initiatives Programme (with the Protected Areas Programme of PACO), **(ii)** implementing the socio-economic monitoring process and the animation of the Sangha Group (with the Forest Conservation Programme) and **(iii)** developing an initiative on mangroves with Wetlands Resources*



en œuvre du processus de suivi-socioéconomique et d'animation du Groupe Sangha (avec le Programme de Conservation des Forêts) et (iii) le développement d'une initiative sur les mangroves avec le Programme Ressources en Zones Humides.

Perspectives

En 2012, le Programme Cameroun orientera ses interventions sur les aspects suivants :

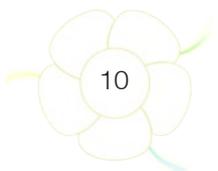
- L'accompagnement du processus de structuration/ consolidation du dialogue multi-acteurs et du partenariat public-privé en matière de gestion des écosystèmes forestiers et de REDD ;
- La poursuite du plaidoyer pour la prise en compte des droits des groupes vulnérables (principalement des populations autochtones et des femmes) dans les processus politiques nationaux et de la sous-région ;
- La participation aux événements nationaux, sous régionaux et internationaux ;
- La préparation de la participation active au Congrès Mondial de la Nature avec les membres du Cameroun;
- L'élaboration du plan stratégique 2013 – 2016 ;
- Le renforcement de la collaboration avec les membres;
- L'accompagnement du Gouvernement dans la mise en œuvre de stratégies novatrices de gestion des aires protégées, notamment au niveau des écosystèmes de savanes.

Programme.

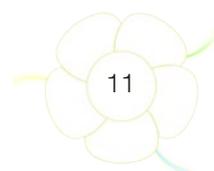
Perspectives

In 2012, Cameroon Programme will direct its actions towards the following aspects:

- *Support the process of structuring / consolidating multi-actor dialogue and public-private partnership in the management of forest ecosystems and REDD;*
- *Continued advocacy for the recognition of the rights of vulnerable groups (especially indigenous people and women) in national and sub-regional policy processes;*
- *Participation in national, sub-regional and international events;*
- *Preparation for active participation at the World Congress on Nature with Cameroon members;*
- *Drawing up of the 2013-2016 strategic plan;*
- *Strengthening collaboration with members;*
- *Supporting the Government in the implementation of new protected area management strategies, especially at the level of savannah ecosystems.*



Le Programme Cameroun se renforce



I. Ecosystèmes forestiers : pour une meilleure gestion des paysages et prise en compte des populations vulnérables



Les interventions de l'UICN au niveau du Programme Cameroun dans le domaine des forêts consistent à renforcer la gestion durable et équitable des écosystèmes forestiers à l'échelle des paysages. La finalité est d'obtenir des résultats palpables au niveau de l'amélioration des moyens d'existence des communautés locales de la participation effective des acteurs au niveau de l'élaboration et la mise en œuvre des politiques environnementales et forestières, du développement et de l'application des outils et directives aux niveaux des écosystèmes forestiers nationaux et transfrontaliers, et enfin du renforcement du dialogue multi-acteurs à différentes échelles d'intervention.

CARPE : Plaidoyer pour la conservation à l'échelle du paysage dans le Bassin du Congo

Après plus de dix années d'intervention, le Programme régional pour l'environnement en Afrique Centrale (CARPE) a tiré les enseignements des méthodes de conservation appliquées, à travers la publication « Conservation à l'échelle du paysage dans le Bassin du Congo ; leçons tirées du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale ». Cette publication articulée autour des trois résultats intermédiaires du programme, présente la somme de connaissances accumulées acquises par les institutions partenaires de CARPE lors de l'exécution du projet. Ces différentes études de cas sont organisées en trois sections : l'aménagement de terres, la gestion de l'environnement et le suivi de ressources naturelles. Le volume contient 28 études de cas de conservation appliquée ainsi que sept articles de synthèse qui récapitulent les résultats de groupes de cas d'études couvrant différents domaines thématiques. L'accent mis sur les études de cas et les articles de synthèse vise à donner un aperçu direct de l'expérience des partenaires de CARPE. Il fait la synthèse de conseils clés que les auteurs donnent concernant les meilleures façons de mettre en œuvre des projets sur la conservation de l'environnement dans la région.

Ce document de leçons apprises constitue un outil de plaidoyer pour la promotion des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des projets de conservation dans la sous région Afrique centrale. Il a été partagé au cours d'une rencontre organisée le 07 Avril 2011 à Yaoundé, où étaient présents les représentants des institutions diplomatiques (Ambassadeur des Etats Unis notamment), de l'administration des forêts et de l'environnement, la commission des forêts de l'Afrique centrale, des partenaires au développement, des ONG nationales et internationales et des réseaux divers.

Groupe Sangha : un exemple de synergie et partenariat autour du Suivi-Evaluation Participatif du paysage forestier du Tri National de la Sangha

Les données de 2010 – 2011 ont été actualisées pour le cas des trois segments du paysage TNS à l'issue de la 8ème réunion annuelle du Groupe Sangha qui s'est tenue du 20 au 25 septembre 2011 à Djembé au Cameroun. Les rapports techniques d'étape du suivi des indicateurs



Les invités munis chacun d'un exemplaire du document CARPE « Conservation à l'échelle du paysage dans le bassin du Congo: leçons tirées du programme régional pour l'environnement en Afrique Centrale »



Participants de la 8e réunion du Groupe Sangha à Djembé au Cameroun

socioéconomiques ont été validés. Les grandes tendances montrent une courbe décroissante et constante des acquis globaux naturels avec perte des valeurs naturelles pendant que les acquis sociaux et de développement n'arrivent pas à augmenter.

Concernant le comité scientifique du TNS, une proposition des termes de référence a été faite ; celle-ci inclue les modalités de structuration et de fonctionnement. Le comité devra fonctionner comme une plate-forme indépendante basée sur les capacités scientifiques, qui fait la synthèse des résultats de recherche.

Pour ce qui est du secteur privé, il a été recommandé de continuer les interactions avec les opérateurs forestiers en les encourageant à s'engager vers l'aménagement durable. Le Groupe Sangha a aussi recommandé de mettre l'accent sur la compilation d'une base de données concernant les plans de développement du secteur minier dans le paysage.

En vue d'améliorer la communication au sein du Groupe Sangha et avec les partenaires, les bases ont été jetées pour élaborer une stratégie de communication.

Le Groupe Sangha est composé d'experts chercheurs de la conservation-développement issus des différentes institutions travaillant dans le paysage forestier du Tri National de la Sangha (TNS). Cette équipe d'appui scientifique a pour mission de promouvoir l'application de la recherche scientifique aux problèmes de conservation et de développement du TNS. Y ont pris part à cette 8ème réunion les administrateurs en charge des forêts et des aires protégées du Cameroun et du Congo, les experts de WCS, WWF, CARPE et de l'UICN, le concessionnaire forestier tel qu'ALPICAM, les représentants de l'Université Autonome de Madrid (UAM), de l'Université James Cook (JCU) d'Australie et les représentants de la société civile (ROSE).

Suivi-Evaluation Participatif dans les Forêts Modèles¹ du Cameroun : l'UICN partage son expérience

Conscient de la nécessité d'implication des communautés dans les actions de conservation des écosystèmes, l'UICN a signé en 2011 un accord de collaboration avec le Secrétariat du Réseau Africain des Forêts Modèles (SRAFM) pour veiller au maintien de l'équilibre conservation-développement dans les zones à écologie fragile du Bassin du Congo.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation participatif dans les forêts modèles, les partenaires du SRAFM ont convenu sur un certain nombre d'outils participatifs complémentaires à utiliser pour suivre les changements survenus dans les forêts Modèles. C'est ainsi que l'outil du suivi de la performance du paysage développé par le Groupe Sangha et testé dans le Tri National de la Sangha (TNS) par l'UICN dans le cadre de l'initiative Paysage et Moyens d'Existence (en anglais « *Livelihoods and landscapes Strategy (LLS)* ») a été retenu. Il permet de suivre les indicateurs de conservation et développement choisis de manière participative par l'ensemble des acteurs impliqués dans la forêt modèle.

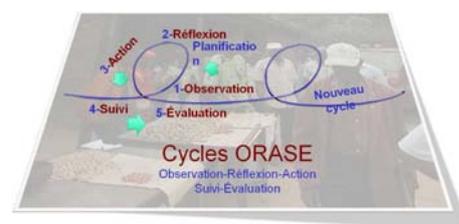
1. Rappelons que le concept forêt modèle est une approche de gouvernance locale et de gestion participative des forêts basée sur un partenariat volontaire et inclusif de tous les intervenants en milieu forestier afin d'assurer la viabilité de la gestion des forêts et garantir sa durabilité. Elle est fondée sur six principes fondamentaux : partenariat, durabilité, gouvernance, paysage et territoires, programmes d'activités, réseaux et mutualisation des savoirs.



Séance de visualisation du village Yenga avec les femmes Baka



Hôte Baka - Salapoumbe, Cameroun



Le cycle "ORASE" utilisé dans le SEP des Forêts Modèles du Cameroun (Source : SRAFM)



Psittacus erithacus – perroquet gris à queue rouge dans la région de Mambéle au Cameroun

Grâce à cet outil, une stratégie du SEP et la cartographie des incidences/ impacts liés au développement des forêts modèles ont été élaborées par le SRAFM en collaboration avec ses partenaires. Cette stratégie tient compte de 4 thématiques : le milieu naturel, livelihoods (moyens d'existence), le développement organisationnel et institutionnel. Deux Forêts Modèles opérationnelles au Cameroun (la forêt modèle de Campo Ma'an dans le Rio Campo et celle de Dja et Mpomo dans le TRIDOM) bénéficient de cet outil.

L'introduction de l'approche SEP dans l'initiative des forêts modèles au Cameroun a permis l'identification des indicateurs, ceci suite à l'analyse des vecteurs de changements dans les différents paysages. Ces indicateurs sont regroupés dans les piliers du concept de développement durable à savoir l'écologie, l'économie, le socioculturel/ gouvernance. Un mécanisme autocorrectif a été élaboré et validé et les comités locaux du suivi ont été mis en place dont 07 dans la CAMAMF et 04 dans la FOMOD.



Travaux en groupe lors de l'atelier du SEP à Lomié en Août 2011

CEFDHAC : vers une meilleure structuration du Forum National du Cameroun

En 2011, l'UICN a appuyé la finalisation de la structuration du Forum national PSFE/CEFDHAC du Cameroun de la CEFDHAC à travers l'organisation d'un atelier d'enrichissement de la feuille de route, ceci afin d'intégrer les

LLS EN CHIFFRES DANS LE TRI NATIONAL DE LA SANGHA (TNS)

Saviez-vous qu'à travers les **13** microprojets financés par LLS dont **7** en RCA et **6** au Cameroun,

- **118** personnes ont été sensibilisées, **15** personnes formées sur les techniques de construction et de gestion d'un étang piscicole et **1** étang a été construit, empoissonné et est fonctionnel à Mimbo-Mimbo.
- **52** éleveurs propriétaires des ruches ont été mobilisés, **66** ruches ont été fabriquées et installées, et produisent du miel dans le cadre du développement de l'apiculture dans les campements Baka de Salapoumbé et Koumela.
- **01** Poulailier, **02** porcheries ont été construits à Momboué et welele, **8** géniteurs de porc et **200** poussins ont été achetés et mis à la disposition de **2** groupes d'éleveurs.
- Dans le cadre de la commercialisation du cacao, **02** ventes ont été organisées dont la première vente a donné **2 463** kg pour un montant de **2 216 700** francs pour **15** producteurs membres du Gic ; la deuxième vente a donné **25 564** kg pour un montant de **31 955 000** francs Cfa pour **20** membres du Gic et **05** producteurs non membres du groupe ont vendu **2060** kg pour un montant de **2 575 000** francs Cfa.
- **05** communautés se sont engagées pour le regroupement des champs afin d'augmenter la production vivrière, **12** nouveaux champs créés par les Baka de Bandjani, **3** groupes opérationnels d'au moins **30** personnes ont bénéficié de l'encadrement technique.
- **85** femmes ont été sensibilisées sur la valorisation des PFNL, le fonctionnement du système d'information mis en place par la SNV et la FAO, formées sur les exigences de qualité du marché, sur les techniques de collecte durable et de conditionnement ; **6** comités de gestion des stocks des PFNL ont été mis en place, **41** sacs de koutou ont été collectés, allègement du concassage du Djansang par l'acquisition d'une machine qui accroît la production très rapide de ce produit, la commercialisation des PFNL dans les forêts communautaires de ASDEBYM et COUDOUMA a été organisée.
- **2** villages pygmées (Yondo et Kanza) ont bénéficié de semences stockées en 2009 dans les greniers communautaires pour la campagne agricole 2010. Les greniers communautaires permettent aux peuples autochtones de rentrer dans le cycle agricole et d'être moins dépendants.
- **150** personnes de Bayanga et Bomadjokou ont bénéficié de la fabrication de **10** filets à mailles conventionnelles.
- L'association des artisans de Bayanga a bénéficié de la construction d'un centre artisanal à Bayanga pour l'exposition et la vente des produits artisanaux de l'Association des Artisans. Ce centre a été inscrit dans le circuit touristique de Bayanga. Actuellement, ce centre génère des revenus d'environ **200 000** FCFA par an.

contributions des parties prenantes de ce forum et de valider les textes organiques.

Egalement, 1000 exemplaires d'une version consensuelle bilingue des statuts et du règlement intérieur du forum national ont été produits et distribués suites aux recommandations de 2010. Un plan d'action triennal 2011 – 2013 du Forum National est désormais disponible.

Depuis 2010, l'UICN facilite le processus de structuration du Forum National du Cameroun de la CEFDHAC réformée avec l'appui financier du CARPE et de l'ACDI.

L'UICN renforce la participation des peuples autochtones au FIPAC 2

En collaboration avec les membres de la coalition RRI (ICRAF, FPP, CED, Cam Eco, CAFT, REFACOF-Cameroun), les médias (presse, radio, TV) et d'autres partenaires tels la Banque mondiale, le Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) et le CARPE, l'UICN a accompagné la mobilisation des populations autochtones de l'espace COMIFAC pour leur participation effective au 2ème Forum International des Peuples Autochtones d'Afrique Centrale (FIPAC2) qui s'est tenu en mars 2011 à Impfondo en République du Congo. Dans le cadre de ce processus, trois faits marquants en sont ressortis :

- la mobilisation et la sensibilisation de 255 PA dans les paysages Gamba-Conkuatti, Monté Alen-Mont Cristal, Trinational de la Sangha, Maiko-Tanya-Kahuzi-Biega et Virunga sur l'importance du FIPAC 2 et sur les thématiques qui ont fait l'objet des discussions lors dudit forum ;
- la formulation des messages portés par les PA pour influencer les décideurs politiques lors de cet évènement à travers différents supports de communication (Lettre des PA au FIPAC, plaquettes, affiches et banderoles). Ces messages couvraient plusieurs axes, à savoir : les droits d'accès des PA aux ressources foncières et forestières, la prise en compte des PA dans la redistribution des rentes et le partage des bénéfices (forestières, foncières, minières...), l'appui pour la mise en place des Activités Génératrices de Revenus et l'implication des PA dans les nouvelles initiatives telles que REDD+ et Changement Climatique ;
- La participation proprement dite des PA à cet évènement ; Il est à noter que des ateliers de sensibilisation préalables ont permis d'identifier et de former les leaders des PA devant participer au FIPAC 2.

Deux déclarations ont émané de ce forum.

La première déclaration portait sur les problèmes contemporains auxquels font face l'ensemble des peuples autochtones d'Afrique Centrale au regard des mutations socio-écologiques, ainsi que sur l'appel lancé à l'endroit des acteurs de la société, de leurs voisins bantous et non bantous et des politiques et partenaires au développement.

La deuxième, sous forme de recommandations, portait spécifiquement sur les Bororo d'Afrique Centrale qui semblent faire l'objet de moins d'attention que les autres PA. Le message adressé aux décideurs et partenaires au développement portait sur leur situation et les différents problèmes rencontrés par ces derniers dans la zone Afrique Centrale.

Outre ces résultats, les Peuples Autochtones ont mis à jour le plan d'action et une feuille de route du Réseau des Populations Autochtones et Locales



Atelier d'élaboration de la feuille de route du Forum National, Bertoua le 21 & 22 mars 2011



Installation des autorités à la cérémonie d'ouverture du FIPAC2 à Impfondo au Congo



Un leader autochtone restituant les travaux en groupe lors des ateliers de préparation et de sensibilisation



Danse traditionnelle exécutée par les autochtones au cours du FIPAC2

sur la gestion durable des forêts en Afrique Centrale (REPALEAC).

Au stade actuel du renforcement de l'implication des peuples autochtones aux instances de prise de décision sur la gestion des ressources forestières, une principale leçon est à tirer : mieux préparer les PA dans les instances de décision favorise leur participation efficace aux échanges.



Une des affiches préparées pour le FIPAC2

II. Droit, Politique et Gouvernance



Les interventions du Programme Cameroun dans les thématiques du Droit, de la Politique et de la Gouvernance ont pour but d'assurer la gestion durable, équitable et participative des ressources naturelles. Ainsi, le Programme s'active pour que :

- les politiques intègrent davantage les préoccupations de toutes les parties prenantes dans les prises de décisions,
- les textes régissant la gestion des ressources naturelles soient connus et mis en œuvre,
- les retombées issues de l'exploitation des ressources naturelles profitent aux populations cibles.

L'UICN appui les femmes camerounaises à élaborer la stratégie d'intégration du genre dans le processus REDD en cours

31 femmes des organisations de la société civile représentant toutes les écorégions du Cameroun à l'exception du grand nord, dont 2 femmes du comité national des membres de l'UICN, 23 femmes cadres des administrations centrales sectorielles de la REDD, 4 hommes cadres des administrations déconcentrées du MINFOF et du MINEPDED et 2 cadres des municipalités du TNS ont été formés sur la prise en compte du genre en matière de gestion des ressources naturelles et de la REDD par l'UICN. Une feuille de route permettant d'identifier la possible implication des femmes dans le processus REDD+ a été montée. Cette feuille de route couvre la première phase de construction de la stratégie REDD+. Elle s'étend jusqu'aux périodes d'investissement et de mise en œuvre de la stratégie.

Considérées comme vulnérables, les femmes font l'objet d'une attention particulière de la part de l'UICN au travers de son projet « Pro poor REDD ». En vue de promouvoir la prise en compte des préoccupations relatives au genre dans la stratégie REDD+, spécifiquement celles des femmes, et dans la perspective d'assurer l'implication active de celles-ci dans ce mécanisme au Cameroun, deux ateliers de formation des femmes de la société civile et des représentants des administrations (femmes et hommes) sur l'intégration du genre dans le processus REDD+ en cours ont été organisés du 19 au 23 septembre 2010 à Mbalmayo à l'issue desquels les résultats cités ci-dessus ont été obtenus. La prochaine étape serait alors la mise en œuvre de la feuille de route des femmes pour la REDD+.

Ces initiatives tentant d'impliquer les femmes dans les processus de négociation ne sont pas nouvelles, étant donné que l'UICN a déjà aidé les femmes, à travers le REFADD-Cam, pour l'identification d'informations devant être prises en compte dans le cadre de la relecture de la loi forestière de 1994 et de 2001.



Ateliers de formation des femmes de la société civile et des représentants des administrations (femmes et hommes) sur l'intégration du genre dans le processus REDD+, Mbalmayo du 19 au 23 septembre 2011



Femmes Baka créant une barrière pour la pêche artisanale - village Yenga, Est Cameroun

Rapport sur l'environnement en Afrique, 3^{ème} édition (AEO-3) : l'UICN apporte un appui à son élaboration

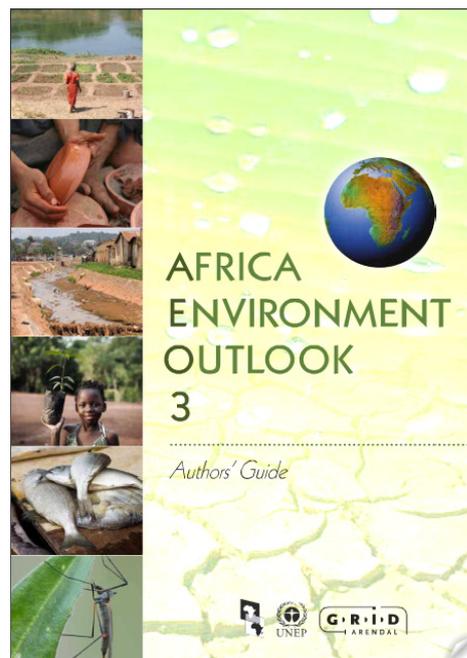
Sous l'égide du PNUE, la 3^{ème} édition de l'AEO 3 est en cours d'élaboration. En tant que centre collaborateur de cette initiative en Afrique centrale, l'UICN a coordonné la contribution de la sous région Afrique centrale pour le rapport AEO 3.

L'objectif de l'AEO-3 est de fournir, sur la base d'informations et des jeux de données nationales, une évaluation à jour, compréhensible, fiable et scientifiquement crédible, pertinente et légitime, relativement aux politiques et perspectives concernant l'interaction entre la santé et l'environnement, et ses implications sur le bien-être humain à tous les niveaux. Une structure annotée du rapport avec les grandes lignes des principaux messages sous différents thèmes a été développée et approuvée. La matrice des sept thématiques a également été approuvée au cours d'une réunion ministérielle.

Les premiers rapports respectant les lignes directrices du PNUE et compilé par la suite afin de n'en faire qu'un seul rapport sous-régional ont été soumis. Ce rapport sous régional est une base pour l'élaboration du Rapport sur l'état de l'environnement en Afrique Centrale.

Par ailleurs, le Programme Cameroun a accompagné la CEEAC dans l'élaboration des indicateurs environnementaux sous régionaux en Afrique Centrale, avec l'appui du Département des Statistiques des Nations Unies et du PNUE.

Parallèlement, un appui technique est apporté au Gouvernement camerounais à travers l'Institut National de la Statistique (INS) et le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED), dans la définition des indicateurs pour le montage de la base de données nationales, sur l'environnement et le Changement Climatique.



Couverture du document "Africa Environment Outlook 3 - Authors guide"



Exploitation forestière : marquage des coupes de bois

III. Aires protégées : concilier la conservation de la biodiversité au développement



Au niveau de sa composante Aires Protégées, le Programme Cameroun de l'UICN contribue à l'amélioration de l'efficacité de la gestion des aires protégées, notamment sur le renforcement des capacités des gestionnaires, la promotion de la valorisation économique des aires protégées et le développement de la coopération transfrontalière.

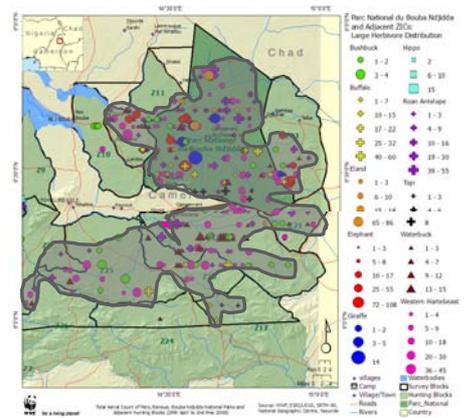
Evaluation de l'efficacité de gestion des Parcs Nationaux de la zone septentrionale (Waza, Benoué, Bouba Ndjida, Faro) : 4 fiches METT disponibles

La zone septentrionale du Cameroun est constituée de quatre parcs dont de Faro (3300 km²), Bénoué (1800 km²), Bouba N'Djida (2200 km²) et Waza (1700 km²). Ces parcs et leurs zones de chasse attenantes constituent un intérêt majeur pour la biodiversité de savane soudanienne en zone d'interface Ouest/Centre. Les trois parcs de la région du Nord (Benoué, Faro et Bouba Ndjida) ont bénéficié d'un projet de développement (Projet de Développement de l'Ouest Bénoué - PDOB) financé par l'AFD et le FFEM. Depuis la fin du projet en 2010, la zone n'a plus bénéficié d'aucun appui, mis à part le parc de Bouba N'Djida qui bénéficie de l'appui d'un opérateur touristique privé et qui semble le seul site aménagé pour le tourisme, et la lutte anti-braconnage.

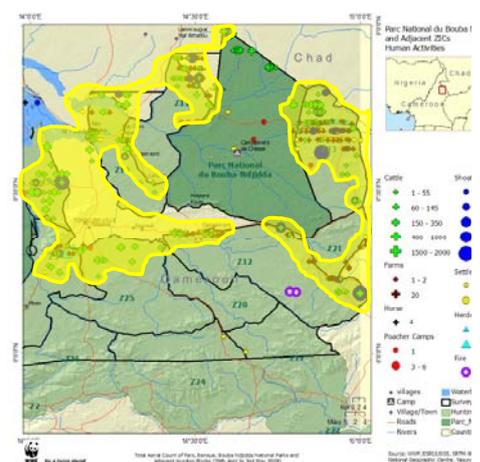
C'est dans ce contexte qu'un processus d'évaluation de l'efficacité de gestion de ces parcs a été initié avec comme objectif global la collecte d'informations sur l'état de la conservation des parcs et de leurs zones attenantes. Ce processus d'évaluation réalisé en décembre 2011 a permis de connaître l'état de conservation et le processus de gestion de ces quatre sites majeurs en Afrique de l'Ouest/Centre, dans une des zones les plus riches en faune de savane. Les résultats de ce processus ont été mis en exergue dans les 4 fiches de Management Effectiveness Tracking Tool (METT), et il en ressort que malgré un potentiel encore perceptible, des efforts sont nécessaires en matière de mobilisation des ressources pour une gestion effective des aires protégées, et l'implication des populations locales et d'autres acteurs locaux.

Les cartes ci-contre, tirées du rapport du recensement aérien de 2008 réalisé par WWF et financé par le projet FFEM, montrent les menaces auxquelles font face les aires protégées de cette région du Cameroun. Une analyse basée sur la superposition de la carte de la distribution des espèces et de la carte des activités anthropiques dans et autour des aires protégées montre les éléments suivants :

- Une forte pression des activités anthropiques, due notamment à l'élevage / pastoralisme, aux activités agricoles et à l'orpaillage. Le constat est celui de l'aggravation de la situation depuis 2008. Cette situation est d'ailleurs accentuée par l'intensification de l'orpaillage artisanal dans et à la périphérie des aires protégées ;



Carte de la répartition de la faune au PNB



Carte des pressions anthropiques au PNB

- Plusieurs zones de chasse ont vu leurs superficies réduites, notamment les ZICs. En conséquence, certains animaux ne peuvent plus évoluer librement du fait des activités humaines aboutissant à la réduction de leurs habitats ;
- Les moyens employés, et les acquis du projet FFEM disponibles ne sont pas suffisants pour réduire les impacts des pertes en superficie des zones de chasse actuellement observées.

Le Programme de Petites Initiatives du FFEM de nouveau en Afrique de l'Ouest et Centrale

Après les deux premières phases (2006 à 2011), le Programme de Petites Initiatives (PPI) du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) s'implante en Afrique Centrale et désormais un peu plus au Cameroun, pour appuyer la société civile sur les questions de conservation à l'échelle du bassin du Congo.

Un Chargé de Programme de l'UICN-PAPACO (Programme Aires Protégées d'Afrique du Centre et de l'Ouest) est basé à Yaoundé depuis la fin d'année 2011 à cet effet pour assurer la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités prévues dans le cadre de cette troisième phase en Afrique Centrale. Ce Chargé de Programme travaillera directement avec les porteurs de projets au Cameroun et en RDC, aussi bien en amont à la mise en œuvre des projets que durant celle-ci. Il devra également organiser un ensemble d'événements transversaux à travers lesquels les différents porteurs de projets PPI doivent contribuer concrètement au débat sur la conservation de l'environnement dans leur pays (et régions) et sur les voies et moyens permettant de faire évoluer les politiques publiques sur certaines questions importantes.

Les objectifs généraux du PPI restent globalement les mêmes que lors des phases précédentes :

- Soutenir, à travers l'octroi d'une subvention d'un montant maximum de 50.000 euros, la mise en œuvre de projets de protection d'une biodiversité rare ou menacée ou de lutte contre les changements climatiques, les projets en question étant mis en œuvre par des acteurs de la société civile d'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique Centrale et de Madagascar (27 pays) ;
- Renforcer les capacités desdites organisations de la société civile en matière de montage, gestion et suivi de projets ainsi qu'en matière de compétences techniques associées aux spécificités des différents projets ;
- Mettre en œuvre des activités et organiser des événements permettant de renforcer la capacité globale d'influence des organisations de la société civile sur les choix environnementaux des pays dans lesquels leurs projets sont mis en œuvre ;
- Partager et diffuser les expériences et bonnes pratiques entre les différentes organisations de la société civile africaine concernées sur ces questions de conservation de l'environnement.

102 projets avaient été appuyés par le PPI et mis en œuvre dans près de 25 pays différents lors des deux premières phases, de 2006 à 2011.

Au cours de cette troisième phase, une quarantaine de nouveaux projets seront sélectionnés et appuyés, avec une priorité donnée aux projets situés au Cameroun et en RDC en Afrique Centrale, et au Burkina-Faso, au Ghana



Artisan en pleine fabrication de toit de chaume - Lomié, Cameroun



Technique de séchage de maïs - Nord Cameroun



Activités de tissage à Lidjombo dans le TNS côté RCA



Single à nez blanc d'une forêt au Cameroun

et au Togo en Afrique de l'Ouest.

Espace TRIDOM : quels défis face aux enjeux de développement des pays ?

C'est dans la logique de contribuer à l'atteinte des résultats découlant de l'engagement des chefs d'Etats d'Afrique Centrale initié depuis 1999, que se justifient les actions entreprises il y a plusieurs mois par l'UICN visant à soutenir les initiatives de gestion durable du paysage transfrontalier du TRIDOM.

En effet, le 17 mars 1999, les chefs d'Etats d'Afrique Centrale ont pris l'engagement de gérer durablement les écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale. Cet engagement, proclamé par une déclaration historique dite « Déclaration de Yaoundé », s'est matérialisé ensuite par la création de deux espaces transfrontaliers pionniers : le TNS (entre le Congo, le Cameroun et la RCA) et le TRIDOM (entre le Gabon, le Congo et le Cameroun). L'Accord de Coopération Transfrontalière relatif à la mise en place du Trinationale Dja – Odzala – Minkébé (TRIDOM) a été signé en 2005.

Le TRIDOM est un massif transfrontalier relativement intact qui couvre une superficie de 14,5 millions d'ha. Il est situé au centre de la gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo, avec des enjeux à la fois socio-économiques et écologiques. Il est constitué d'un certain nombre d'aires protégées parmi lesquelles le Parc National de Minkébé et le Sanctuaire de Mengamé. Ces aires protégées se trouvent dans l'une des régions d'Afrique les plus riches en grands mammifères, et donc sont au cœur des corridors transfrontaliers de conservation de la biodiversité.

Fort de son potentiel en ressources naturelles, le TRIDOM en général, en particulier l'espace Minkébé - Mengamé, est sujet à un certain nombre de menaces anthropiques. En effet, de nombreuses industries d'exploitation forestière et minière se sont installées de part et d'autre dans la région et attirent beaucoup de personnes. Cette situation, malgré son importance économique, entraîne des impacts négatifs sur la durabilité des ressources naturelles. On peut alors voir s'accroître de jours en jours des activités telles que le braconnage, la pêche, l'orpillage et les activités d'exploitation forestière dans la région.

Au regard de la complexité des problématiques dont fait face l'espace, de nombreux défis sont à relever :

- L'Aménagement intégrée de l'espace,
- La conservation de la biodiversité,
- La gestion participative,
- La gestion transfrontalière,
- La gestion multi-acteurs concertée.

En réalisant un état des lieux de ce site et en identifiant les solutions prioritaires pour faire face à ces défis, l'UICN a ainsi mis en marche le processus visant à accompagner les acteurs à l'identification des solutions adaptées pour faire face aux défis qui s'imposent, notamment au niveau de l'espace Mengamé – Minkébé.



Buffalo, AP Minkébé



Inselbergs de la région de Minkébé



Carte d'exploitation minière et des sites critiques du TRIDOM

Mise en place d'un dispositif de suivi socio-économique dans le Tri National de la Sangha (TNS)

L'état des lieux de la situation socio-économiques du Paysage TNS montre que :

- L'économie du TNS est presque entièrement fondée sur l'exploitation des ressources naturelles ;
- Le TNS a une population totale d'environ 191.000 habitants, dont 20.000 habitants autochtones environ (Recensement 2006). Avec une superficie d'environ 44 000 km², la densité de la population du TNS est estimée à près de 4 personnes/km² ;
- Le TNS comprend une vingtaine de concessions forestières d'une superficie totale de plus de 33 000 km² détenues par environ 13 compagnies / groupes forestiers ;
- La population des grandes villes industrielles a doublé au cours des 10 dernières années et continue de s'accroître, malgré la fermeture de plusieurs sociétés forestières suite à la crise financière internationale ;
- Les pays du TNS sont dotés d'un cadre politique et institutionnel qui favorise la gestion durable de cet écosystème forestier ;
- L'exploitation minière occupe une superficie totale de 656 100 ha sur le paysage TNS et représente un facteur indéniable de déforestation. Elle entraîne une conversion totale des forêts en vastes étendues impropres à la régénération en l'absence de réhabilitation des sols excavés ;
- Le TNS est le seul paysage forestier du Bassin du Congo qui a institutionnalisé les concessions et licences de chasse sportive ;
- Dans le TNS, la production agricole est destinée à l'autoconsommation. C'est une agriculture extensive sur brulis constituant un important facteur de déforestation.

Une cinquantaine d'indicateurs socio-économiques quantitatifs et qualitatifs ont été identifiés pour le suivi des éléments physiques, humains, naturels, financiers et de la gouvernance. Ces indicateurs ont été identifiés par rapport à l'incidence directe que ceux-ci peuvent avoir sur le cadre de vie des populations. En 2011, une analyse basée sur ces indicateurs a été faite par 18 enquêteurs sur un échantillon de 20 villages du TNS ; cela a permis de recueillir un certain nombre d'informations relatives aux aspects liés aux revenus des populations, à la santé, à l'éducation, à l'accès à l'eau potable, à la gouvernance, à l'accès au crédit, à l'énergie, aux emplois rémunérés, à la propriété foncière et aux biens physiques.

En effet, dans le cadre du « projet FFBC-FTNS » qui vise à stabiliser durablement les émissions de carbone par la mise en place de mécanismes de revenus à long terme qui améliorent directement le niveau de vie des populations rurales dans le TNS, l'UICN a bénéficié d'une subvention de la FTNS pour mettre en place d'un dispositif stratégique de suivi-évaluation de la situation socioéconomique dans le TNS.



Photo de famille d'un CTPE



Activité pastorale - Nord, Cameroun



Chasseurs baka de retour de la chasse avec leur gibier - Djembé, Cameroun



Autochtone baka essayant de capter la Radio Environnement - Djembé, Cameroun

IV. Changement climatique et Désertification



Depuis quelques années, les effets du changement climatique se font de plus en plus ressentir. Ces changements sont les conséquences de l'augmentation de la densité des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le Cameroun n'est pas épargné de ce phénomène.

Dynamiques autour de la REDD+ et des changements climatiques : les apports de l'UICN au Cameroun

Depuis 2009, l'UICN, à travers son projet « Towards Pro-Poor REDD », joue un rôle important pour permettre un engagement effectif de la société civile dans le processus REDD+ et pour l'avancement dudit processus.

Les résultats obtenus jusqu'alors par l'UICN ont permis de faire avancer le processus REDD+ en cours. Ces résultats peuvent être classés en trois catégories :

1. L'implication des parties prenantes à la REDD+ et principalement la société civile : l'UICN a permis l'organisation de la société civile par la création de la « plateforme REDD+ et changement climatique », principal interlocuteur du MINEPDED auprès de la société civile pour le processus REDD+. Elle apporte également un appui technique et financier à cette plateforme pour son fonctionnement.
2. L'appui technique au MINEPDED pour les questions d'ordre stratégique et technique : suite aux différentes études réalisées dans le cadre du projet, plusieurs données ont été mises à la disposition du MINEPDED afin que ce dernier puisse les exploiter pour les réflexions en cours. Ces études portent entre autres sur l'analyse de la déforestation, la gouvernance forestière et environnementale, l'implication des populations vulnérables, la feuille de route pour l'intégration de la problématique liée au genre et les options pour la future stratégie REDD+.
3. L'appui technique au MINEPDED pour les questions institutionnelles : l'UICN a aidé techniquement et financièrement le Cameroun pour qu'il puisse lancer officiellement son processus d'élaboration du R-PP. Elle a aussi contribué à la conceptualisation de l'organe de coordination nationale REDD+ et pour la rédaction du décret de création du comité technique REDD+, décret actuellement en cours de validation auprès de la Primature. Elle soutient également la cellule technique dans son fonctionnement à travers des dons de matériels de bureau.

Pour pouvoir accomplir au mieux ses engagements, l'UICN s'est placée comme leader du groupe formé par les partenaires techniques et financiers impliqués dans la REDD+ afin d'impulser la dynamique auprès de l'administration.

Au regard des problématiques qui émergent lors de l'avancement du



Photo de famille à l'atelier de lancement du R-PP

Plus de 1500 affiches et dépliants ont été conçus sur la REDD et l'Accès et Partage des Bénéfices liés à l'utilisation des ressources génétiques et mis à la disposition des partenaires et du grand public dans le TNS et la sous région.



processus, le projet Pro-poor REDD a ajusté ses axes d'intervention futurs. Ils porteront entre autres sur les questions relatives à la gouvernance dont l'identification et à la promotion d'une vision claire du Cameroun sur la REDD+, les renforcements institutionnels (non seulement en termes de gestion du processus mais aussi en termes législatifs sur la REDD+ et le changement climatique), le renforcement de capacité et participation/implication de toutes les parties prenantes et enfin et surtout sur les réflexions autour de la problématique du partage des revenus.

Le Projet « Elevage comme moyen de subsistance » sur le terrain

Le Projet « *Elevage comme moyen de subsistance* » qui est une initiative du Bureau Inter Africain des Ressources animales financée par l'Union Européenne et implémenté par l'UICN avance graduellement sur le terrain dans le site du Bassin du Lac Tchad. En effet, ce projet qui repose sur le renforcement des stratégies d'adaptation au changement climatique à travers une gestion améliorée à l'interface bétail-faune sauvage-environnement a officiellement lancé ses activités au Nord Cameroun en juillet 2011 en présence des autorités administratives et traditionnelles, du Point focal du Cameroun et des communautés des sites d'Andirni et de Madiako. L'année 2011 a connu des avancées significatives dans la mise en œuvre d'une série d'activités qui ont concouru à l'atteinte du résultat concernant l'Etablissement des systèmes de gestion durable des ressources naturelles au niveau de l'interface élevage-faune sauvage-Agriculture. A l'échelle des trois pays du Bassin du Lac Tchad (Cameroun, Nigeria et Tchad), zone d'intervention du projet, l'on a aujourd'hui une bonne connaissance des points d'entrée politique, des meilleures pratiques à l'interface bétail-faune sauvage – environnement, de la situation des conflits et leurs modes de résolution. Le partenariat s'est consolidé avec les partenaires tels que l'APESS et la CEBEVIRHA, puis matérialisé par l'élaboration d'un plan d'action conjoint avec ces partenaires.

En revanche, dans le souci de contribuer à l'amélioration de conditions de vie des éleveurs, le Projet a travaillé en partenariat avec l'administration en charge de l'élevage. C'est ainsi que le Ministère du Développement Pastoral et des Ressources Animales au Tchad a bénéficié d'un appui matériel sous forme de dépliants (environ 4000) afin de soutenir le volet communication de l'avant- projet du Code Pastoral financé par la FAO.

Atténuation du changement climatique : un projet de reforestation participative en tant que contribution du Conseil urbain de Doumé

Le conseil urbain de Doumé dans l'Est-Cameroun a choisi d'agir contre les effets négatifs des changements climatiques dans leur localité grâce à un projet de reboisement.

La municipalité de Doumé est située à la périphérie de la Réserve de biosphère du Dja (TRIDOM). Plusieurs activités continuent d'avoir un impact significatif sur le couvert forestier dans la région. Conscient de cela, le maire et les communautés de la localité ont lancé un projet de reboisement avec le soutien de l'administration forestière (ANAFOR) à travers la mise en place d'un arboretum municipal. La municipalité a donc constitué une unité forestière



Pratique de la culture sur brûlis



Visite des sites d'Andirni et de Madiako par les autorités administratives et traditionnelles

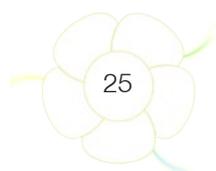


Cérémonie de plantation d'arbres par le maire de Doumé, assisté par l'officier de la sous-division (en chapeau blanc), le coordonnateur national de CARPE (derrière en chapeau bleu), les étudiants et la communauté, au cours de la célébration de la journée mondiale de l'environnement 2011.

chargée de la mise en œuvre de ce projet. En vue de renforcer cette initiative, le programme CARPE, en coopération avec l'Agence nationale d'appui au développement forestier (ANAFOR), a soutenu une campagne de plantation d'arbres dans la ville. Cette campagne a rassemblé entre autres le maire, la communauté scolaire de la ville, les organisations communautaires, l'administration forestière et la société civile. Pendant la cérémonie, toutes les parties prenantes ont reconnu l'impact des activités agricoles et forestières comme étant le principal impact générateur du changement climatique sur le couvert forestier. Ils ont donc choisi le reboisement comme moyen pour lutter efficacement contre les effets des changements climatiques. Cette dynamique est une approche qui mérite d'être encouragée, en particulier à un moment où le gouvernement du Cameroun a adopté une loi sur la décentralisation, ce qui permet aux unités gouvernementales décentralisées d'apporter un soutien direct à la communauté dans les initiatives de développement durable. L'implication de toutes les parties prenantes à cette initiative a été un élément de succès du processus qui mérite d'être reproduit.

CARPE - QUELQUES CHIFFRES

Saviez-vous que de 2007 à 2010, le CARPE a appuyé la Société Civile camerounaise dans divers domaines tels que la gouvernance de la gestion forestière, la REDD et le monitoring des ressources naturelles à travers le financement de **16** microprojets pour un montant total de **255 821** US.



IV. Membres, partenariat et réseautage



L'UICN est une organisation « members' driven ». A cet effet, le développement des relations avec les membres de l'UICN est au centre de la stratégie du PACO. Ainsi, dans le cadre de ce volet, le Programme Cameroun cherche à renforcer la collaboration avec les membres, les partenaires et les réseaux. Il essaye également de bâtir les partenariats stratégiques pour le développement et la mise en oeuvre des projets et programmes de conservation

Installation officielle du Comité National des membres UICN du Cameroun et élaboration d'un Plan d'Action Conjoint membres – secrétariat

Le 20 Juin 2011, le MINEPDED, en la personne de Patrick AKWA, a officiellement Le 20 Juin 2011, le MINEPDED a officiellement installé le Bureau Exécutif du Comité National des Membres de l'UICN au Cameroun avec pour objectifs de faire connaître officiellement son existence et de mieux organiser le comité national pour les défis éventuels.

Pour la feuille de route, les recommandations suivantes ont été retenues :

- Renforcer la communication/collaboration entre secrétariat, membres et commissions ;
- Réfléchir sur la possibilité d'organiser une réunion des membres de commissions du Cameroun ;
- Diffuser les textes de fonctionnement du Comité National des membres ;
- Réfléchir sur les possibilités de développer des propositions de projet conjointes entre membres, secrétariat et commissions (cette initiative pourrait être développée par une cellule conjointe de montage de projet) ;
- Renforcer les capacités des membres sur la REDD, le genre et identifier / mettre en oeuvre des initiatives conjointes d'accompagnement de la société civile ;
- Produire une liste rouge des espèces pour le Cameroun ;
- Créer et animer une page web des membres et commissions dans le site du Programme Cameroun.

Le Comité national des membres a vu le jour au cours d'une réunion constitutive qui s'est tenu les 02 et 03 mars 2010 à Yaoundé. Par la suite, le Conseil de l'UICN a officiellement reconnu le Comité National du Cameroun lors de sa réunion à Gland (Suisse) du 2 au 4 juin 2010. Le Cameroun est alors devenu le troisième pays de la zone PACO à avoir un Comité National des membres avec objectif principal de contribuer à l'atteinte des résultats attendus de l'UICN-Programme Cameroun.



Le SG du Ministère de l'Environnement et le Chef de Programme UICN-Cameroun, à l'installation officielle du Forum National des membres



Photo de famille des acteurs de la société civile lors d'un atelier national au Cameroun

CAFER : s'investir dans la survie des aires protégées dans la plaine Tikar

11 observatoires correspondants à quelques-uns des villages voisins des Parcs Nationaux ont été mis sur pied dans la plaine de Tikar, dans le cadre du *Projet d'appui à la gestion locale et intégrée des ressources fauniques dans certaines communautés de la plaine Tikar*, voisines des Parcs Nationaux (Mpem et Djim, Mbam et Djérém) ». Ce sont des entités locales communautaires chargées de la surveillance des activités de chasse illégale. Leurs capacités en techniques d'observation ont été renforcées et un cadre tripartite rassemblant ces entités, de même que les autorités administratives et les structures de contrôle/conservation étatiques a été mis sur pied. Ce cadre de concertation qui met en relation: les membres des communautés, les autorités administratives et les représentants des services déconcentrés du MINFOF (conservateurs et Chefs de poste forestier et de chasse) a pour mission principale la sensibilisation et la conscientisation à une gestion plus efficiente des ressources fauniques dans la plaine Tikar. Les séances de suivi et d'évaluation menées laissent croire que les observateurs sont assez outillés pour sensibiliser les chasseurs sur les alternatives au braconnage et sur la législation en matière d'exploitation de la faune sauvage.

Ce projet initié par le Centre d'Appui aux Femmes Et aux Ruraux (CAFER) et financé par le CARPE au cours de l'année 2011 visait à réduire les activités de braconnage intenses observées dans la plaine Tikar. Les interventions menées dans le cadre de ce projet ont permis d'apporter quelques éléments de réponses à ces préoccupations. (i) Une étude de base a permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle les espèces fauniques, y compris celles prohibées par la loi, sont régulièrement abattues à l'aide des techniques diverses et parfois non durables - en période de chasse intense par exemple et pour les plus habiles, jusqu'à vingt-deux (22) espèces animales peuvent être abattues en une semaine. (ii) Le circuit d'évacuation de la viande de brousse dans la zone part des zones de chasse que sont Pobiong, Ngoro, Linte, Yassem, Ngambé Tikar, Mamblang, Bédi kouen, Kong, Kindié, Nditam) vers les centres urbains notamment Yoko, Bafia, Yaoundé, Foumban/ Foubot, Bafoussam, Douala.

CEW : partenariat avec le Programme CARPE– UICN pour la Conservation du massif forestier Dibang – Ngog Mapubi

Le 18 octobre 2011, une convention de collaboration a été signée entre le CEW, le CTFC et les mairies des communes de Ngog-Mapubi et de Dibang. Cette convention marquait ainsi le début d'un projet de création d'une forêt communale dans laquelle la ressource première ne sera pas le bois d'oeuvre mais le potentiel éco-touristique, ainsi que les biens et services environnementaux. Financé par le CARPE, le projet « *Appui à la préservation et à la valorisation du massif forestier de Ngogmapubi-Dibang* », est une initiative du CEW. Son objectif principal est de soutenir les communautés et des collectivités locales décentralisées pour la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel du massif forestier de Ngog Mapubi-Dibang.

Le projet de forêt intercommunale des communes de Ngogmapubi et Dibang s'étend sur près 9000 ha. Il se trouve dans la Région du Centre au Cameroun, dans le département du Nyong et Kelle, à environ 100 Km à l'ouest de Yaoundé. La route bitumée Yaoundé-Douala le côtoie.



Un conservateur du PN Mpem et Djim s'entretenant avec le CAFER



Vente de produits fauniques dans la région de Ngambé Tikar



Séance de formation des observatoires



Echanges du contrat signé par les différentes parties

La cartographie du massif a déjà démarré et combine les techniques de télédétection, les relevés GPS et les données de cartes participatives des différents villages concernés.

OPED : les fumoirs améliorés pour une durabilité de la gestion des mangroves à Kribi au Cameroun

L'OPED a lancé une initiative visant à réduire le taux de dégradation de la mangrove par l'adoption des nouvelles technologies de fumage de poisson et accroître le bénéfice net des femmes commerçantes de poissons par l'amélioration de la qualité et des coûts de production dans la zone côtière de Kribi. De manière spécifique, il s'agissait d'améliorer la technologie traditionnelle de fumage de poisson en réduisant de 50% la consommation du bois de mangroves (de 2,5kg de bois/Kg de poisson fumé à 1,25kg) et en augmentant les revenus des femmes de 20%. C'est ainsi que 500 femmes de Kribi ont été formées à l'usage de fumoirs améliorés contre l'utilisation des claies et demi-fûts. 305 fumoirs améliorés pour 247 femmes dans 8 communautés ont été construits et les capacités de femmes leaders et de femmes fumeuses de poisson en vue de la pérennisation de l'activité ont été renforcées.

Diverses expériences menées avec le Groupe d'Initiatives Communes des Femmes Actives de Nziou (GIC FEAC) équipé de fumoirs améliorés ont montré que celles-ci réalisaient une économie d'environ 5 kg de bois de mangrove par jour pour un fumage de 20 kg de poisson en comparaison avec les claies et les demi-fûts utilisés auparavant. Lorsque d'autres sources alternatives autres que le bois (écaillés de poisson, déchets de cuisine, sciures, copeaux, noix de coco et de palmiste, etc...) sont utilisées, une économie d'environ 8 kg de bois de mangrove par jour est observée.

Selon des statistiques établies, sur les 300 ha de mangrove camerounaise détruite chaque année, 84% du bois de mangroves sont destinées au fumage du poisson. La consommation du bois de mangroves par les femmes fumeuses de poisson est l'une des causes majeures du déboisement dans les bandes côtières. Leurs conséquences sont multiples sur le plan écologique.

OPED : la crevetticulture comme moyen de subsistance et de développement économique pour les femmes de Kribi au Cameroun

100 femmes de la zone de Kribi ont adopté l'aquaculture des crevettes en augmentant la quantité de crevettes vendues par an et le prix de vente en gros des ménages de 10kg/an. La stratégie de mise en œuvre de cette initiative consistait à l'information et la communication, la mobilisation et la gestion participative de toutes les parties prenantes. Comme autres résultats, on recense :

La construction de vingt deux cages pour 18 femmes dans 2 communautés (Mvongagomi et Lobé) ;

Le renforcement des capacités de femmes leaders et de femmes pêcheuses de crevettes en vue de la pérennisation de cette activité.

Pour les ménages utilisant les cages d'aquaculture à des fins commerciales,



M. Appolinaire Nankam du CTFC et le Pr. Roger Ngoufo, Directeur du CEW, répondent aux préoccupations des Conseillers Municipaux assis



Technologie de fumage de poisson utilisant la Claie



Technologie de fumage de poisson utilisant le Demi-fût



Fumoirs améliorés



Réunion de coordination des activités avec les femmes de Kribi

la performance actuelle des unités d'aquaculture indique que les résultats seront largement au dessus des prévisions : la récolte peut atteindre 4 kg/cages/semaine en comparaison à l'ancienne technologie qui utilise les Bongolo et qui permet de recueillir 1kg/Bongolo/semaine. La conservation des crevettes connaît une augmentation de l'ordre de 30% en moyenne.

Un processus d'élevage larvaire a été mis en place en partenariat avec Aquasol pour la production des post larves qui seront remises aux femmes pour leur éviter d'entrer quotidiennement dans l'eau et de conserver durablement la biodiversité des eaux douces.

A travers cette initiative, l'OPED a voulu renforcer les capacités techniques et organisationnelles des femmes pêcheuses de crevettes dans la zone de Kribi dans le but d'accroître la participation des populations locales à la conservation d'une part, et d'améliorer la part de la production halieutique dans le PIB tout en maintenant le potentiel productif d'autre part. Car, les communautés de Kribi dépendent fortement des écosystèmes d'eau douce pour leur subsistance. Sur les 133 062 personnes (recensement de 2001) peuplant cette zone, 20% sont des pêcheurs à plein temps et 70% (principalement des femmes et enfants) des pêcheurs saisonniers.

Aujourd'hui, des femmes passent plus de temps à mener d'autres activités grâce à ces différentes améliorations pour la crevetticulture.



Ateliers de formation des femmes actives et des communautés à Kribi



Fabrication des cages d'aquaculture

V. Communication Environnementale



L'année 2011 a été une année pleine de rebondissements pour le Programme Cameroun. Diverses activités de communication y ont été menées afin de mieux mettre en exergue les nombreux résultats obtenus par le Programme.

Radio Environnement au cœur du Pavillon forêt lors du Salon International des Entreprises (PROMOTE)

Du 03 au 11 décembre 2011, Radio Environnement s'est déployée sur le site du plus grand salon des entreprises, au niveau sous régional. Plus de 800 Kg de matériel technique de diffusion, des techniciens et animateurs de la radio ont laissé exploser leurs talents pour une réussite médiatique de cet important évènement du donné et du recevoir.

Un grand pavillon Forêt-Bois comprenant plus de 100 chapiteaux et un espace de débats y ont été aménagés pour les entreprises et les administrations en charge de l'environnement et des forêts au Cameroun. La communication événementielle dans ce pavillon a été confiée à Radio Environnement par l'ensemble des partenaires. Les thèmes débattus ont portés sur : le mécanisme REDD, les APV-FLEGT, la filière PFNL au Cameroun, la gestion de la RFA dans les forêts communales, etc. Les Entreprises et Organisations ayant organisées et animées ces échanges étaient : UICN, FAO, GIZ, WWF, l'Union Européenne, le PFBC, la SNV, le CIFOR, la Coopération Française.

Tous les débats organisés dans ce Pavillon Forêt-Bois ont été diffusés en direct sur Radio Environnement, ainsi que de nombreux entretiens avec les acteurs de ce domaine. Une présentation des stands des entreprises installées dans ce secteur a également été réalisée.

Cette action contribue à placer la radio au cœur de la communication des partenaires au développement.

RE : production et diffusion des émissions sur l'environnement et les forêts

Quatre débats / émissions radiophoniques (sur les forêts sacrées, les processus APV FLEGT, le processus de relecture de la loi et la gestion transparente de la RFA) et 4 micro-programmes et documentaires (sur la lutte contre la désertification, la problématique de l'eau potable à Yaoundé, les Etats généraux de l'environnement et les Pygmées Bakas face au changement climatique) ont été produits et diffusés pour les milliers d'auditeurs de Radio Environnement.



Le secrétaire exécutif en charge du secrétariat de la COMIFAC, Raymond MBITIKON, en studio de la Radio Environnement

L'UICN communique sur le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux

Le plan de communication du Sommet sur les trois bassins forestiers tropicaux a été mis en œuvre à travers l'organisation de la conférence de presse à Yaoundé présidée par Son Excellence Henri Djombo, Ministre de l'Economie Forestière du Congo. Cette conférence de presse marquait le début de la mise en œuvre du plan de communication élaboré pour cet important évènement. Par ailleurs, l'UICN a contribué à l'animation de l'espace d'exposition au niveau de son stand. L'édition spéciale du magazine « *Afriquenvironnement plus* » du Sommet a été possible grâce aux contributions techniques et financières de plusieurs partenaires dont l'UICN.

Comice Agropastoral d'Ebolowa : l'UICN a honoré ce rendez-vous de sa présence

Le Programme Cameroun de l'UICN a participé au comice agropastoral qui s'est tenu du 17 au 22 janvier 2011, à Ebolowa, capitale régionale du Sud au Cameroun. Cet évènement a regroupé près de mille trois cents professionnels venant des dix régions du Cameroun pour présenter le meilleur de leur travail aux visiteurs de cette foire nationale. Cet évènement visant la redynamisation du monde rural s'est tenu après 23 ans de report, avec pour cause officielle la crise économique. Autant dire que les attentes des professionnels étaient grandes en matière de développement de l'agriculture qui peine à décoller.

L'UICN n'est pas restée en marge de ce grand rendez-vous. Elle a marquée sa présence par l'exposition des supports de communication sur ses différentes activités et le déploiement de Radio Environnement.

Durant les six jours d'exposition, plus d'un millier de personnes ont visité le stand de l'UICN situé au village forêt du Comice, espace réservé aux différentes institutions opérant dans le secteur forestier et environnemental. Ce stand a eu le privilège d'accueillir le Chef de l'Etat Camerounais, Son Excellence Monsieur Paul Biya.

Un Centre de Documentation et d'Information (CDI) de plus en plus outillé et mobile

En vue de répondre aux exigences de ses lecteurs, le centre travaille désormais en partenariat avec plusieurs structures membres ou non de l'UICN (CIFOR, ICRAF, PROFOR, IIED, MINFOF, CIPCRE, CAFER, WWF-CARPO, CEW, MINFOF, MINEP, COMIFAC etc.). Ces partenariats ont permis d'enrichir considérablement son potentiel documentaire.

101 nouveaux ouvrages ont été reçus en 2011, ramenant le fond documentaire à 1.406 ouvrages. Ces documents ont été enregistrés, cotés et classés.

Plus de 70 périodiques (PACO news, Cite action, SPORE, Arbovitae, ECOVOX, AGRIDAPE, Recup'action, Comifac News, Flamboyant, Lettre de l'Unesco, etc.) ont également été reçus.

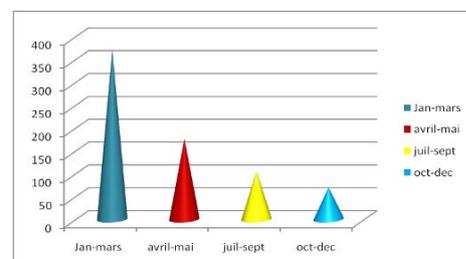
En 2011, le centre a reçu toutes les parutions du quotidien public Cameroon Tribune, et d'autres journaux à l'instar de Jeune Afrique, Le jour et Mutations. Un nouvel abonnement annuel à La Voix du Paysan a été fait au mois



Stand tenu par l'UICN au sommet des trois bassins



Quelques produits agricoles exposés au comice agropastoral d'Ebolowa



Statistiques 2011 de réception des documents au centre de documentation du Programme Cameroun de l'UICN

d'octobre 2011.

Cette revitalisation du centre a séduit environ 748 visiteurs constitués d'étudiants (les plus nombreux), des chercheurs/consultants, des membres d'ONG, etc.

Vers la numérisation du CDI

Un répertoire électronique a été créé et est disponible sur le site web de l'UICN Programme Cameroun.

La responsable du centre a reçu une formation sur la mise en place d'une photothèque. Cette formation facilitée par OPEd et Planète-urgence a permis la mise en place d'une photothèque avec l'appui de l'unité TIC du Programme Cameroun.

Avec l'élaboration de la stratégie de la documentation, le centre projette de faire des séances régulières de projection des films documentaires.

Le CDI mobile

Le centre de document se rapproche de son public et leur permet d'acquérir gratuitement les documents. Ceci est marquée par la participation de l'UICN en 2011 aux différents ateliers dont :

- l'atelier sur l'analyse participative du cadre de la gouvernance forestière en rapport avec le processus REDD au Cameroun organisé conjointement par UICN, RAFM, CIFOR, Greg forest et la coopération canadienne du 02 au 03 mars 2011 à Yaoundé ;
- le Forum « culture et Climat » organisé par l'institut Goethe dans ses locaux du 01 au 02 décembre 2011 ;
- le 4ème Salon international de l'entreprise de la PME et du partenariat de Yaoundé (PROMOTE 2011).

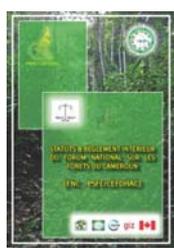
Publications



Rapport annuel 2010 du Programme Cameroun

Novembre 2011

[18 pages, 250 exemplaires produits]



Statuts et règlements Forum National Forêts du Cameroun

Mai 2011

[52 pages, Fr/Eng, 1000 produits]



Plan opérationnel du Forum National Forêts du Cameroun

Mai 2011

[15 pages]



Plan stratégique du Forum National Forêts du Cameroun

Novembre 2011

[19 pages]



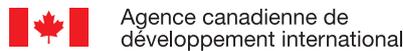
Visite des étudiants de la Fasa - Antenne Ebolowa au centre de documentation du Programme Cameroun de l'UICN

Produits de communication 2011

- Plus de 25 d'articles publiés dans le bulletin mensuel du PACO (PACO NEWS)
- Plus de 100 nouveaux documents acquis au centre de documentation du Programme
- 22 articles de type news dans le site internet du Programme et de nombreuses autres mises à jour (http://www.uicn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/paco_cameroun/)
- La production d'un film documentaire de 23 min intitulé « Forêts tropicales menacées : un appel des populations Baka »
- Des publications
- De nombreux autres supports de communications (dépliants, affiches, banderoles, calendrier...)

Donateurs et partenaires

Le Programme de l'UICN au Cameroun n'existerait pas sans la générosité, la confiance et la crédibilité d'un nombre croissant de partenaires : gouvernements, institutions multilatérales et intergouvernementales, conventions internationales et organisations non gouvernementales, fondations et individus. Il exprime ici sa reconnaissance pour toutes les contributions financières et techniques reçues en 2011.



Crédits photos

- Couverture : Chantal Wandja, COMIFAC, UICN
Page 12 : *Forêts* : Intu B. / *Leçons apprises* : CARPE / *Groupe Sangha* : Chantal Wandja
Page 13 : *Visualisation avec les femmes Baka* : Intu B. / *Hôte Baka* : Chantal Wandja / *Perroquets gris* : Chantal Wandja
Page 14 : *Travaux SEP* : Dominique E.
Page 15 : *Atelier forum national* : Rémi Jiagho / *FIPAC 2* : Chantal Wandja / *Leader autochtone* : UICN / *Danse traditionnelle par les PA* : Chantal Wandja
Page 16 : *Affiche FIPAC 2* : Wandja Chantal
Page 17 : *Atelier de formation des femmes* : Emmanuel Bayiha / *Femmes Baka* : Chantal Wandja
Page 18 : *Exploitation forestière* : UICN
Page 19 : *Eléphants* : Chantal Wandja
Page 20 : *Artisan* : Chantal Wandja / *Technique de séchage de maïs* : Chantal Wandja / *Activités de tissage* : UICN ; *Singe à nez blanc* : UICN
Page 21 : *Bufallo* : UICN / *Inselbergs* : Rémi Jiagho
Page 22 : *Photo de famille d'un CTPE* : Dominique E. / *Activité pastorale* : Rémi Jiagho / *Chasseurs baka* : Chantal Wandja / *Autochtone baka* : Chantal Wandja
Page 23 : *Vue sangha avec pêcheur* : Chantal Wandja / *Photo de famille R-PP* : Chantal Wandja
Page 24 : *Pratique de culture sur brulis* : Chantal Wandja / *Visite des sites d'Andirni et de Madiako* : Aicha MOUSSA / *Cérémonie de plantation d'arbres* : CARPE
Page 26 : *Photo de famille Comité National des membres UICN du Cameroun* : Rémi Jiagho / *Le SG du Ministère de l'Environnement et le Chef de Programme UICN-Cameroun* : Rémi Jiagho / *Photo de famille des acteurs de la société civile* : UICN
Page 27 : CAFER, CEW
Page 28 : CEW, OPED
Page 29 : OPED
Page 30 : *Arbre* : UICN / *Le secrétaire exécutif COMIFAC* : RE
Page 31 : *Sommet des 3 bassins* : Chantal Wandja / *Quelques produits agricoles exposés au comice agropastoral d'Ebolowa* : UICN
Page 32 : Zita DJANDJIO

Crédits

Publié par UICN, Yaoundé - Cameroun

Contrôle qualité : Stéphanie Achard

ISBN : 978-2-8317-1479-0

Maquette/Montage : Belmond DJOMO

© 2011 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources



UNION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

PROGRAMME CAMEROUN

BP : 5506 Yaoundé - Bastos

Tél : (237) 22 21 64 96

Fax : (237) 22 21 64 97

E-mail : cameroun@iucn.org

Site web : [www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/
paco/paco_cameroun/](http://www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco/paco_cameroun/)